

CET - 67 M
C.G. - SECTEUR
ENERGETIQUE

Mémoire de la Société Pétrolière de Québec – ICMMP

Déposé pour la consultation générale et les auditions publiques sur l'énergie au Québec

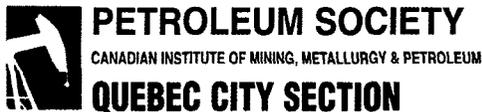
Le secteur énergétique au Québec - Contexte, enjeux et questionnements

4 janvier 2005

L'importance économique des hydrocarbures au Québec

**Vers une diminution de la dépendance énergétique par le
développement de nos ressources**

Comité spécial de *Société Pétrolière de Québec*





Résumé

Le pétrole et le gaz naturel répondent annuellement à plus de la moitié des besoins énergétiques québécois. Les hydrocarbures sont bien implantés dans l'économie du Québec. La situation géographique du Québec lui permet d'accueillir trois importantes raffineries et l'industrie pétrochimique qui l'accompagne. L'industrie du transport routier constitue également un important joueur économique dépendant de l'activité pétrolière. Au Québec, contrairement à bien des endroits en Amérique du Nord, les hydrocarbures ne jouent pas un rôle majeur dans le chauffage résidentiel ou la climatisation. Le réseau de distribution gazier couvre la majorité du territoire résidentiel du Québec et fournit en énergie quelques zones industrialisées importantes.

Malgré ce rôle économique majeur joué par les hydrocarbures, le Québec est totalement dépendant des importations pour combler ses besoins en cette matière. Les dépenses en importation atteignent annuellement 10 à 12 milliards de dollars canadiens, ce qui représente une fuite directe de capitaux vers l'étranger puisque aucun gisement majeur n'est actuellement en production sur notre territoire et que le Québec ne possède aucun intérêt pétrolier ou gazier ailleurs dans le monde. Pour rapatrier une partie de ces capitaux au Québec, la solution proposée par la *Société Pétrolière de Québec* est de favoriser la recherche des ressources en hydrocarbures sur le territoire québécois. Il existe au Québec des bassins sédimentaires ayant un potentiel significatif pour la découverte et la production d'hydrocarbures. Pour en témoigner, déjà trois gisements de gaz naturel ont été découverts et mis en exploitation. La zone sédimentaire propice à la recherche de pétrole et de gaz naturel occupe plus de 200 000 km², soit 13 % du territoire québécois, essentiellement située dans le sud du Québec. L'effort d'exploration mené sur le territoire est pourtant très faible : seulement 200 puits significatifs ont été forés sur une période d'un siècle. En comparaison, 20 000 puits sont forés annuellement en Alberta. La production d'hydrocarbures est une source de revenu pour le Gouvernement (redevances) et un enrichissement collectif pour la population (diminution des importations, investissements de nouveaux capitaux, accès à des sources d'énergie diversifiées, main d'œuvres spécialisées).

Les hydrocarbures ont présentement très mauvaise presse, l'opinion publique étant interpellée par la nécessité de faire des choix plus respectueux de l'environnement. Toutefois, il n'est pas envisageable qu'à court ou moyen terme les hydrocarbures soient totalement remplacés par des sources d'énergie plus propres. Les technologies et les objectifs de rentabilité ne sont pas encore conciliables avec les réalités économiques et sociales actuelles. Le réel enjeu environnemental des hydrocarbures n'est pas l'exploration et l'exploitation, il repose plutôt sur une consommation et une utilisation plus responsable et plus efficace de cette ressource non renouvelable. Les consommateurs peuvent modifier leur comportement mais le besoin de consommation des hydrocarbures restera inchangé. Au minimum, pour les vingt-cinq prochaines années, le problème d'approvisionnement reste donc entier : le Québec a besoin d'importer des hydrocarbures. La proposition de la *Société Pétrolière de Québec* n'a pas pour but d'augmenter la consommation d'hydrocarbures au Québec mais de remplacer une part des hydrocarbures importés par des hydrocarbures produits sur notre territoire. Les infrastructures de transformation et de distribution existant déjà au Québec, ce scénario est envisageable et réalisable à court terme mais des efforts seront nécessaires.

En tenant compte de l'ensemble la situation, la *Société Pétrolière de Québec* recommande au Gouvernement du Québec de se positionner de manière claire et sans équivoque en faveur du développement des ressources en hydrocarbures de son territoire terrestre et marin. La mise en valeur des potentiels pétroliers et gaziers du Québec aura non seulement un impact économique très important pour certaines régions ressources telles que la Gaspésie, mais elle contribuera également à réduire la dépendance du Québec à l'égard d'une source énergétique qui compte pour 51% de la consommation totale de la province.

Table des matières

<i>Résumé</i>	2
<i>Avant-propos</i>	6
<i>Introduction</i>	8
<i>Quelques données importantes avant de continuer</i>	9
<i>État de la situation des hydrocarbures au Québec</i>	10
Infrastructures au Québec	11
Le potentiel pétrolier et gazier du territoire québécois	13
L'expertise technique québécoise en voie de disparition	14
<i>Recommandations de la Société Pétrolière de Québec</i>	15
Impacts d'une meilleure politique sur les hydrocarbures au Québec	15
<i>Des scénarios concrets</i>	16
Scénario 1 : Découverte d'un important gisement de gaz naturel dans la région de la Baie des Chaleurs	16
Scénario 2 : Découverte d'un petit gisement de gaz naturel près des Iles-de-la-Madeleine	16
Scénario 3 : Découverte de gaz naturel à proximité du réseau gazier québécois dans la Vallée du Richelieu	16
Scénario 4 : Développement de stockages souterrains de gaz naturel dans la région de Montréal	17
<i>Conclusion</i>	18

Avant-propos

La Société Pétrolière de l'Institut Canadien des Mines, de la Métallurgie et du Pétrole (ICMMP) a été fondée en 1949 suite à la découverte du gisement pétrolier de Leduc près d'Edmonton en Alberta. La découverte de la compagnie *Imperial Oil* (aujourd'hui Esso) allait lancer l'industrie pétrolière canadienne. Toutefois, la gloire de cette découverte ne doit pas faire oublier tout le travail acharné des pionniers qui ont dû forer 150 puits avant de pomper leur premier baril de pétrole. Cinquante ans plus tard, la Société Pétrolière fait partie d'une organisation représentant plus de 12 000 membres à travers le Canada. La Société possède plusieurs divisions régionales dont la plus jeune est la Section de Québec.

La *Société Pétrolière de Québec* a été fondée en 1997 par des intervenants de l'industrie pétrolière et gazière québécoise. Elle compte plus de deux cents membres oeuvrant dans tous les domaines liés aux hydrocarbures. Les membres de la Société sont des compagnies d'exploration et de production d'hydrocarbures, des compagnies de raffinage et de distribution, des experts-conseils, des opérateurs techniques, des fabricants d'équipements, des chercheurs universitaires et des professionnels de l'industrie tels des ingénieurs, des géologues, des techniciens et plusieurs autres.

L'objectif premier de la *Société Pétrolière de Québec* est de permettre à tous les groupes et personnes impliqués dans le domaine du pétrole et du gaz de pouvoir échanger et communiquer entre eux. Elle favorise des rencontres annuelles qui permettent à ses membres de s'informer sur les diverses activités du secteur des hydrocarbures qui, au Québec, représente une activité économique majeure (achat de pétrole brut et de gaz naturel, raffinage, distribution, etc). Uniquement pour l'importation de pétrole et de gaz naturel, le Québec dépense 10 à 12 milliards de dollars annuellement.

La *Société Pétrolière de Québec* vise aussi à informer les Québécois et leur gouvernement de l'importance des hydrocarbures. Il existe un potentiel pour la découverte d'hydrocarbures dans le sous-sol québécois et la Société se fait également un devoir de promouvoir cet important outil économique.

Introduction

Le mémoire présenté aujourd'hui par la *Société Pétrolière de Québec* repose sur deux problématiques du contexte actuel du secteur énergétique québécois. La première problématique vise à assurer la sécurité énergétique du Québec alors que la seconde a pour objectif de diminuer l'importante fuite de capitaux consacrés à l'importation d'énergie, principalement l'achat d'hydrocarbures.

Le succès hydroélectrique du Québec est exceptionnel et il mérite grandement d'être souligné. L'hydroélectricité est une source d'énergie propre et renouvelable qui permet de fournir de grandes quantités d'électricité à un prix assez bas. Pour les Québécois, il s'agit là d'une richesse naturelle et patrimoniale majeure. À titre de producteur d'énergie, le Québec est toutefois aujourd'hui dépendant de cette seule et unique source d'approvisionnement. L'hydroélectricité est en effet la seule source d'énergie actuellement produite en quantité appréciable sur le territoire québécois. Les autres formes d'énergie sont soit importées (hydrocarbures) ou marginales (éolien, biomasse, solaire ou géothermie). Après cinquante ans d'exploitation, de développement et de production hydroélectrique, le Québec est victime de son succès et il est aujourd'hui très pauvre dans tous les autres domaines énergétiques. C'est une situation qui peut devenir précaire : en cas de problème avec la production hydroélectrique, la seule solution est l'importation avec toutes les conséquences économiques qui l'accompagne.

Ceci nous amène à la deuxième problématique énergétique du Québec : la fuite de capitaux québécois pour l'importation d'énergie, plus particulièrement pour l'achat de pétrole brut et de gaz naturel. Chaque année, entre 10 et 12 milliards de dollars quittent le Québec pour l'achat de 158 millions de barils de pétrole brut et plus de 200 milliards de pieds cubes (Bcf) de gaz naturel. Il s'agit de la consommation annuelle d'hydrocarbures du Québec, une des plus faibles par habitant en Amérique du Nord mais qui représente tout de même un montant très important pour notre économie de 7 millions d'habitants. Il est également facile d'imaginer la vigueur économique qui pourrait être générée au Québec, en termes d'investissements et de création d'emplois, si seulement une partie de ce montant était réinjectée dans notre économie. D'autant plus que la découverte d'un gisement majeur de pétrole ou de gaz naturel sur notre territoire permettrait non seulement de récupérer une partie des capitaux qui sortent de la province en achat d'hydrocarbures, mais elle attirerait sans contredit l'attention des compagnies majeures de l'industrie pétrolière et gazière, favorisant ainsi des investissements étrangers importants dans le secteur de l'exploration sur notre territoire.

Quelques données importantes avant de continuer

L'analyse de la situation faite par la *Société Pétrolière de Québec* repose sur différents paramètres économiques propres au secteur énergétique québécois. Nous croyons qu'il est important d'exposer ici quelques données statistiques très révélatrices de la situation qui prévaut au Québec¹.

- L'utilisation du pétrole, consacrée essentiellement au transport, représente 38% du bilan énergétique du Québec.
- La consommation de gaz naturel représente 13% du bilan énergétique québécois.
- L'électricité représente quant à elle 38% du bilan énergétique de la province principalement utilisée pour le chauffage.
- 51 % de la consommation énergétique des Québécois est assurée par des hydrocarbures entièrement importés.
- Le coût des importations d'hydrocarbures au Québec atteint 10 à 12 milliards par année dépendant de la fluctuation des prix du pétrole brut et du gaz naturel.
- Le Québec achète annuellement environ 3 milliards de dollars de pétrole en Algérie et un autre 3 milliards de dollars de pétrole en Norvège. Finalement, c'est près de 2 milliards de dollars d'achat de gaz naturel que nous faisons en Alberta.

Du côté de l'électricité :

- L'énergie thermique (mazout, diesel ou gaz naturel) permet de produire 7% (2592 MW) de l'électricité produite au Québec.
- D'ici 2010, la production d'électricité à partir de l'énergie thermique devrait atteindre 3000 MW. Cette augmentation de production sera assurée par des centrales de cogénération au gaz naturel.
- Actuellement, 230 MW d'électricité sont produits par l'énergie éolienne. D'ici 2012, environ 2000 MW d'électricité devraient être produits par les parcs éoliens du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie.
- L'investissement du Gouvernement du Québec pour faire grimper l'apport de l'énergie éolienne dans le bilan énergétique québécois sera de 2 milliards de dollars.
- Il n'existe pas de données publiques actuellement disponibles sur l'utilisation des sources d'énergies alternatives comme le solaire ou la géothermie.

Du côté de ce que les hydrocarbures rapportent actuellement au Québec :

- Les compagnies qui font de l'exploration pour les hydrocarbures sur le territoire québécois verseront d'ici cinq ans plus de 2 millions de dollars au Gouvernement uniquement pour le paiement des rentes (droits d'exploration).
- Les raffineurs versent quant eux plus de 3 milliards de dollars annuellement en taxes directes aux différents paliers de gouvernements (taxe de 43% sur le prix du litre du carburant).

Ce sont ces faits qui nous préoccupent. Notre secteur énergétique est basé sur une seule source d'énergie québécoise qui comble par ailleurs moins de la moitié de nos besoins énergétiques. La seconde partie du bilan énergétique est assurée par des hydrocarbures entièrement importés et à l'égard desquels le Québec est en situation de complète dépendance.

¹ Les données sur l'utilisation des hydrocarbures proviennent du Ministère des Ressources Naturelles de la Faunes et des Parcs du Québec et l'Office National de l'Énergie. Les données sur les investissements, la taxation et les redevances proviennent du Gouvernement du Québec, de Pétro-Canada et du Ministère des Ressources Naturelles de la Faunes et des Parcs du Québec.

État de la situation des hydrocarbures au Québec

Le Québec utilise principalement cinq types d'hydrocarbures : l'essence, le mazout léger, le mazout lourd, le gaz naturel et le propane. Tel que mentionné dans les pages précédentes, au Québec, les hydrocarbures sont essentiellement utilisés pour le transport (essence). Le territoire québécois est vaste et le transport des marchandises et des personnes est principalement assuré par le réseau routier. Certaines industries et institutions sont également des consommateurs importants d'hydrocarbures pour le chauffage. Dans plusieurs cas, le chauffage de grands bâtiments par le mazout ou le gaz naturel est plus rentable et beaucoup plus efficace que l'électricité. Le gaz naturel est également très utilisé dans le secteur industriel et il est particulièrement apprécié dans le domaine agro-alimentaire (cuisson et culture en serres) et le séchage du bois par exemple. Il va sans dire que tous ces utilisateurs souhaitent obtenir un approvisionnement stable, fiable et économique.

Pour mieux comprendre les enjeux économiques de la mise en production d'hydrocarbures québécois, il faut comprendre le chemin parcouru par le pétrole et le gaz naturel importés au Québec.

Tout le pétrole consommé au Québec arrive par la voie maritime (figure 1). Il est transbordé aux installations portuaires des raffineries de Saint-Romuald (Ultramar) et Montréal-Est (Péto-Canada et Shell Canada).

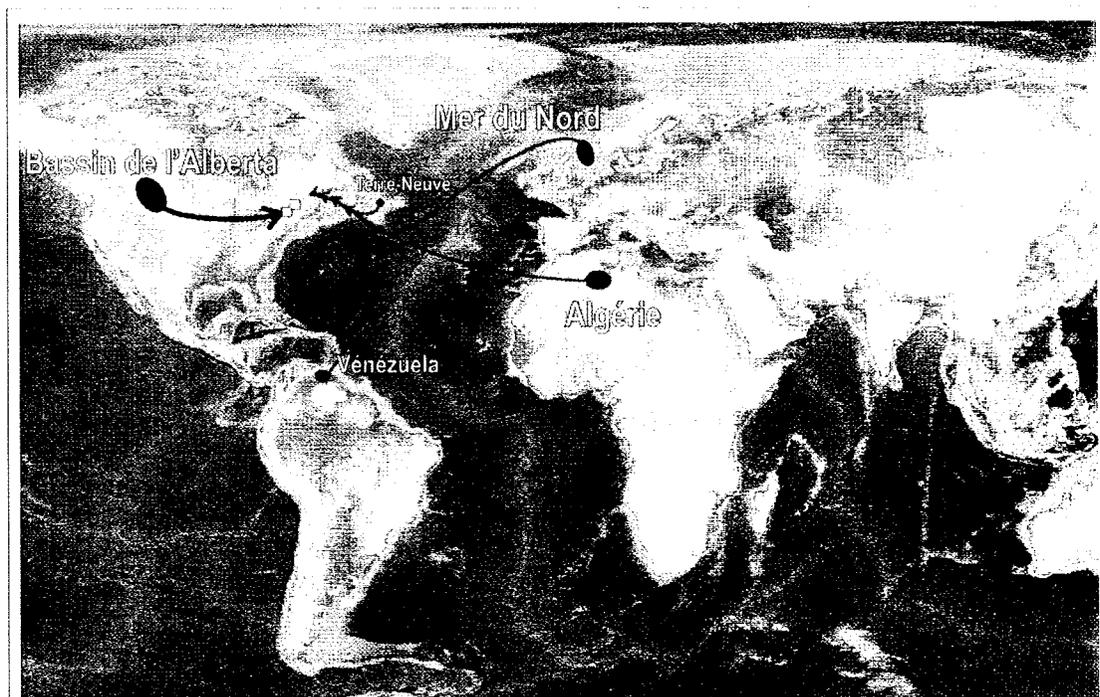
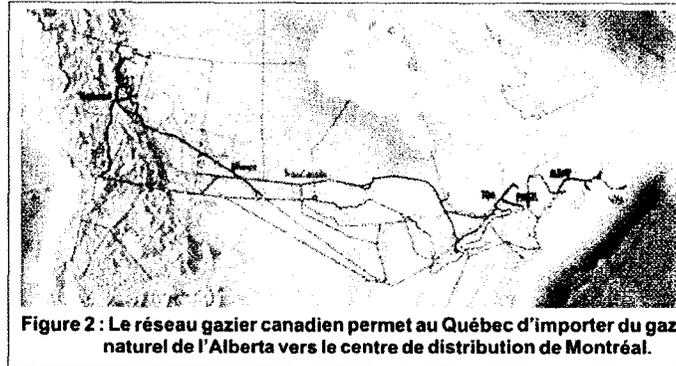


Figure 1 : Le Québec importe le pétrole par voie maritime et le gaz naturel est importé par gazoduc.

En ce qui concerne l'importation de gaz naturel, il provient entièrement du bassin de l'Ouest canadien, en Alberta. Le gazoduc fournit en gaz naturel le Midwest américain en premier lieu, poursuit sa course en Ontario avant d'aboutir en fin de ligne à Montréal (figure 2). Il est important de noter que l'Ontario et le Midwest sont également des producteurs de gaz naturel mais leur consommation annuelle dépasse leur capacité de production intérieure.



Infrastructures au Québec

Le réseau gazier québécois est géré par Gaz Métropolitain (GMi) dans sa presque totalité. Le gaz importé est soit directement distribué aux clients de GMi soit stocké dans une des trois installations de stockage que possède le distributeur. Le gaz importé coûte environ 1,50\$ de plus qu'en Alberta en raison du coût de transport par gazoduc. Le réseau de distribution de GMi couvre presque l'ensemble du territoire habité du Québec mais des zones importantes restent encore hors du réseau gazier (figure 3). Ces zones sont la Côte-Sud (Montmagny, Rivière-du-Loup), le Bas-Saint-Laurent (Rimouski, Matane) et la Côte-Nord (Sept-Iles, Port-Cartier).

Le potentiel pétrolier et gazier du territoire québécois

Trois gisements de gaz naturel ont été découverts au Québec, soit ceux de Pointe-du-Lac, de Saint-Flavien et de Galt. La zone sédimentaire propice à la recherche de pétrole et de gaz naturel occupe plus de 200 000 km², soit 13 % du territoire québécois (figure 4). Les bassins sédimentaires les plus prometteurs se situent dans la partie sud de la province, dans l'axe du Saint-Laurent et s'étendent de la frontière de l'Ontario jusqu'à celle de Terre-Neuve. Divers forages effectués dans cette zone ont permis d'identifier six bassins, qui présentent les meilleurs potentiels en hydrocarbures du Québec :

- *les Basses-Terres du Saint-Laurent;*
- *la Gaspésie;*
- *le Bas-Saint-Laurent;*
- *le bassin d'Anticosti;*
- *l'estuaire du Saint-Laurent*
- *le golfe du Saint-Laurent (bassin de Madeleine);*

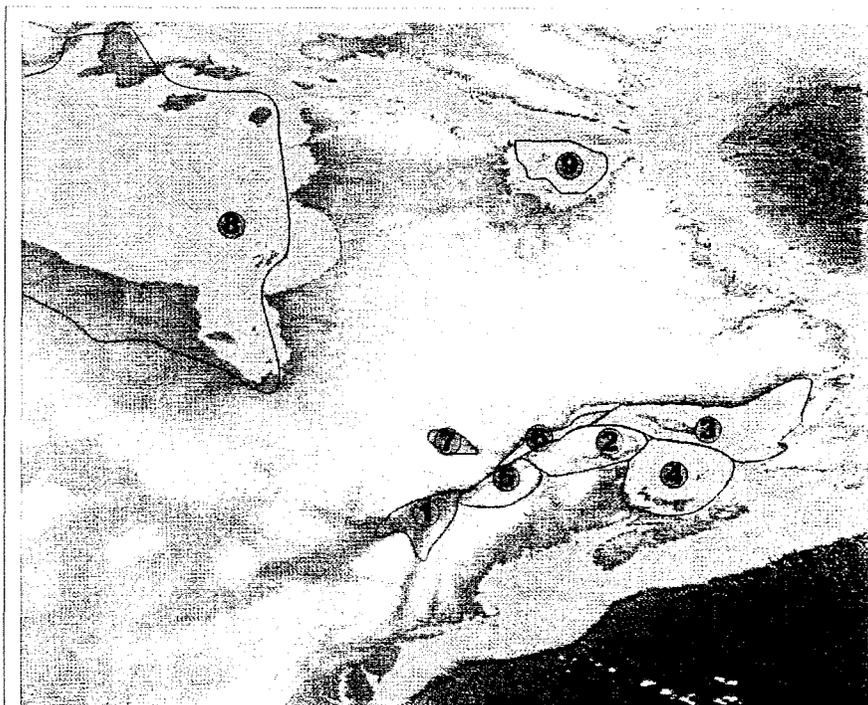


Figure 4 : Seul les bassins sédimentaires des Basses-Terres du Saint-Laurent (1), de la Gaspésie (2) et d'Anticosti (3) ont fait l'objet de travaux d'exploration. Les bassins de Madeleine (4), du Bas-Saint-Laurent (5), de l'Estuaire du Saint-Laurent (6), du Lac-Saint-Jean (7), de la Baie d'Hudson (8) et de la Baie d'Ungava (9) sont pratiquement inexplorés.

Les autres bassins sédimentaires n'ont pas fait l'objet de travaux d'exploration assez importants pour que l'on puisse établir leur potentiel.

Il est important de mentionner qu'il n'y a pas eu de recherches très poussées autour des gisements gaziers découverts. La nature n'étant pas unique, il est fort probable que des gisements de mêmes types existent dans les environs de ces gisements connus.

En plus des secteurs où des gisements d'hydrocarbures ont été découverts, des travaux de forages et des études géologiques sur le terrain ont démontré la présence de pétrole et de gaz naturel ailleurs au Québec :

Présence de pétrole confirmée :

- Région de Gaspé
- Comté de L'Assomption
- Ile d'Anticosti

Présence de gaz naturel confirmée :

- Région de Bécancour
- Région de Saint-Hyacinthe
- Région de Champlain
- Région de Batiscau
- Région de Nicolet
- Vallée du Richelieu
- Comté de L'Assomption
- Iles de la Madeleine
- Région de Gaspé

Des structures potentielles pouvant contenir du gaz naturel ou du pétrole ont été interprétées dans le Golfe du Saint-Laurent, dans l'Estuaire et dans la région de Bonaventure en Gaspésie. À partir du moment où l'on a trouvé des indices intéressants, il n'y a pas de doute que des découvertes importantes sont possibles mais, avant d'atteindre cet objectif, il est évidemment nécessaire d'effectuer des travaux d'exploration qui engagent des capitaux importants. Une fois le gisement découvert, des travaux de développement seront également nécessaires pour arriver à une mise en exploitation commerciale des hydrocarbures.

L'expertise technique québécoise en voie de disparition

Au Québec, comme partout en Amérique du Nord, il y a une pénurie de personnel qualifié dans le domaine de l'exploration pétrolière et gazière. Il y a de moins en moins d'experts qui sont formés par les universités et les collèges : l'industrie manque de géologues et des géophysiciens d'exploration mais elle manque aussi de techniciens et d'ouvriers spécialisés. Les conditions de travail et les salaires pour ce type d'emplois sont pourtant très bons. De plus, le domaine des opérations pétrolières est florissant. Le marché est très important en Amérique du Nord et l'absence de ce genre d'expertise au Québec représente sans contredit un manque de productivité et de compétitivité pour la province. Les qualifications existent au Québec mais, suite au désintérêt du Gouvernement et de la population pour l'exploration des hydrocarbures en sol québécois, l'expérience et le savoir-faire acquis dans les années 60 et 70 est parti ailleurs.

Le Gouvernement devrait supporter les entreprises québécoises qui veulent se lancer dans le domaine du forage et des ouvrages techniques. Le domaine des opérations pétrolières offre de belles perspectives aux entrepreneurs québécois. La présence de compagnies de services au Québec permettra non seulement de développer une expertise québécoise mais elle favorisera également la réalisation de travaux d'exploration de qualité au Québec. Avec un accès plus rapide et moins coûteux aux services, les compagnies d'exploration oeuvrant au Québec pourront améliorer la rentabilité et l'efficacité de leur projet.

Recommandations de la Société Pétrolière de Québec

Il n'est pas question ici d'établir des scénarios catastrophiques ni des tentatives de prévisions à long terme hasardeuses. Pour la *Société Pétrolière de Québec*, la viabilité du secteur énergétique québécois repose sur l'augmentation de l'efficacité énergétique, la diversification des sources d'énergie et la diminution des importations énergétiques. En tant qu'association représentant l'intérêt des gens du secteur pétrolier et gazier, nous n'aborderons pas les sujets traitant des mesures d'efficacité énergétique ni ne proposerons l'utilisation de nouvelles sources d'énergie. Nous n'avons ni les compétences ni les connaissances pour ce faire et d'autres associations ou groupes d'experts sauront mieux que nous aborder ces thèmes. Notre expertise se limite plutôt à l'ensemble du secteur des hydrocarbures : leur exploration, leur production, leur raffinage et leur distribution. À ce titre, nous croyons que nous pouvons proposer des plans efficaces pour valoriser ce potentiel énergétique présentement inexploité au Québec. Voici donc les trois recommandations de la *Société Pétrolière de Québec* présentées dans le cadre des auditions publiques sur l'énergie au Québec.

- 1. Le Gouvernement du Québec doit se positionner clairement pour favoriser l'exploration et la mise en production d'hydrocarbures québécois sur les bassins sédimentaires terrestres et marins de son territoire.**
- 2. Le Gouvernement du Québec doit sensibiliser les Québécois à faire une meilleure utilisation de l'énergie et améliorer l'accès au gaz naturel pour les industries et les PME.**
- 3. Le Gouvernement du Québec doit favoriser la formation technique et universitaire dans les domaines de l'exploration, de l'exploitation et des opérations. Il devrait également supporter les entreprises désireuses de percer cet important marché international.**

Impacts d'une meilleure politique sur les hydrocarbures au Québec

1. Augmentation des activités d'exploration des bassins sédimentaires québécois
 - a. Diminution des importations
 - b. Redevances et taxes pour le Québec
 - c. Formation d'une main-d'oeuvre dans ce secteur économique international
2. Programmes visant à optimiser l'utilisation de l'énergie par exemple en utilisant de bonnes sources d'énergie aux bons endroits : gaz naturel pour le chauffage
 - a. Optimiser les infrastructures existantes
 - b. Augmentation de l'efficacité énergétique
 - c. Amélioration de la compétitivité des PME et des grandes industries
3. Diversification des sources d'énergies pour l'électricité : coupler les parcs éoliens avec des centrales de cogénération pour améliorer leur rendement.
 - a. Amélioration du rendement de la production d'électricité
 - b. Optimisation des ressources énergétiques
 - c. Développement de personnel qualifié

Des scénarios concrets

Pour illustrer notre proposition et la placer dans une certaine perspective, nous présenterons divers exemples très réalistes ayant des retombées économiques et sociales positives. Ces scénarios ne sont pas si éloignés de la réalité car plusieurs sont déjà en branle sous forme de projets menés par des entreprises québécoises et canadiennes sur notre territoire.

Scénario 1 : Découverte d'un important gisement de gaz naturel dans la région de la Baie des Chaleurs

Dans la région de la Baie des Chaleurs, de récents levés géophysiques ont démontré le potentiel gazier de certaines structures géologiques. Ces structures sont situées dans le comté de Bonaventure à proximité d'industries et d'un marché résidentiel. La découverte d'un gisement de gaz naturel aurait pour résultat :

- a. Approvisionnement des industries de la région (marché annuel de 5 Bcf)
- b. Amélioration de la qualité de l'air par le remplacement du mazout et du propane dans les centrales thermiques et autres usines de la région
- c. Réseau de distribution local pour les résidents de la Baie des Chaleurs
- d. Connexion au réseau Martimes-North-East
- e. Connexion possible vers Rimouski et Rivière-du-Loup

Scénario 2 : Découverte d'un petit gisement de gaz naturel près des Iles-de-la-Madeleine

Bien que le territoire des Iles-de-la-Madeleine ait été peu exploré, certains indices de gaz naturel découverts et les résultats de levés sismiques récents permettent de croire que des gisements gaziers pourraient être trouvés en bordure des dômes de sel madelinots. La découverte d'un gisement de gaz naturel aurait pour résultat :

- a. Conversion de la centrale électrique au diesel par une centrale de cogénération au gaz naturel (électricité et chauffage)
- b. Installation d'un parc éolien pour optimiser la production d'énergie lors de période de vent (augmente de la longévité de la réserve gazière)
- c. Chauffage de différents secteurs résidentiels des Iles par un réseau gazier local
- d. Amélioration de la qualité de vie des résidents, offre intéressante pour le développement de certaines industries (possibilités d'implanter des serres, etc...)

Scénario 3 : Découverte de gaz naturel à proximité du réseau gazier québécois dans la Vallée du Richelieu

La présence de gaz naturel le long de la Vallée du Richelieu est connue depuis un demi-siècle. Aucun projet d'exploration d'envergure n'y a été mené mais des compagnies internationales comme *BHP* et *Shell* s'y sont fortement intéressées. La géologie du secteur est très similaire à celle de l'État de New York où la compagnie albertaine *Talisman* a récemment découvert un

gisement de plus de 1000 milliards de pieds cubes. La découverte d'un gisement de gaz naturel dans la région du Richelieu aurait pour résultat :

- a. Amélioration de l'offre en gaz naturel au Québec
- b. Possibilité d'installation d'industries à proximité
- c. Conversion des gisements épuisés en stockage souterrain

Scénario 4 : Développement de stockages souterrains de gaz naturel dans la région de Montréal

Tel que démontré par l'opération du stockage souterrain de Pointe-du-Lac, à 80 km de Montréal, il est possible de rentabiliser les petits gisements de gaz naturel situés en bordure du réseau gazier existant. Il est fort possible que d'autres petits gisements comme celui de Pointe-du-Lac existent autour de la région métropolitaine. La mise en production et la conversion en stockage de ce genre de gisement permettront :

- a. Sécuriser l'approvisionnement
- b. Outil économique appréciable pour les grandes entreprises consommatrices de gaz naturel situées à proximité

Nous aurions pu présenter plusieurs autres scénarios comme le développement du gisement de Galt à Gaspé, la découverte d'un gisement de gaz naturel dans le Golfe du Saint-Laurent, la mise en service d'un terminal méthanier à Rivière-du-Loup. Tous ces projets sont importants pour l'économie québécoise et notre présentation n'en fait qu'un survol rapide. La *Société Pétrolière de Québec* croit que ces scénarios de projets très plausibles s'inscrivent parfaitement dans un contexte de développement durable et de saine gestion des ressources naturelles. En plus d'enrichir les communautés à proximité, le développement de ses ressources pétrolières et gazières permettra aux Québécois de mieux contrôler leur bilan énergétique.

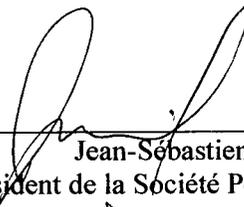
Conclusion

Le Québec possède toutes les infrastructures de raffinage, de transformation, de transport et de distribution des hydrocarbures mais il n'y a pas de production d'hydrocarbures appréciable sur notre territoire. Cette situation crée un déficit énergétique important et oblige le Québec à importer plus de la moitié de son bilan énergétique annuel. Cette dépendance à l'importation est néfaste pour l'économie québécoise. Par ailleurs, plusieurs études et développements récents démontrent que le bassin sédimentaire du Québec est propice à la découverte de gisements de pétrole et de gaz naturel.

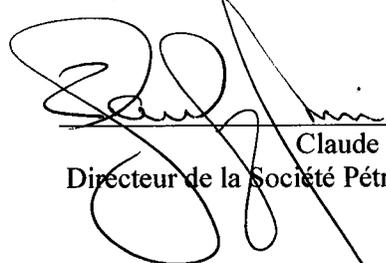
La recommandation de la *Société Pétrolière de Québec* est par conséquent de favoriser et de soutenir l'exploration des hydrocarbures dans les bassins sédimentaires du Québec. Les potentielles découvertes de gisements d'hydrocarbures ne permettront sans doute pas au Québec de devenir complètement indépendant des importations, mais elles favoriseront à tout le moins une diminution des achats à l'étranger et une réduction du déficit économique qui en résulte. Chaque dollar qui sera consacré à l'achat de pétrole ou de gaz naturel québécois représentera un enrichissement collectif important qui, ultimement, pourra mener à la création d'une industrie pétrolière et gazière florissante, contribuant ainsi à la vigueur économique du Québec, particulièrement dans certaines régions ressources où sont concentrés les meilleurs potentiels de découvertes.



Me Jacques Aubert
Président de la Société Pétrolière de Québec



Jean-Sébastien Marcil ing., M.Sc.
Vice-Président de la Société Pétrolière de Québec



Claude Morin, Géologue
Directeur de la Société Pétrolière de Québec

Québec, 4 janvier 2004